

## Allocution de Paul-Henri Spaak (Strasbourg, 14 janvier 1964)

**Légende:** Le 14 janvier 1964, Paul-Henri Spaak, ministre belge des Affaires étrangères, conteste devant l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe l'idée que la Communauté des Six serait un échec et plaide pour un renforcement de l'unité européenne.

**Source:** Union de l'Europe occidentale Assemblée-Commission des Affaires générales: L'année politique en Europe Rétrospective 1964. Mars 1965. Paris: Union de l'Europe occidentale Assemblée-Commission des Affaires générales.

**Copyright:** (c) WEU Secretariat General - Secrétariat Général UEO

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/allocution\\_de\\_paul\\_henri\\_spaak\\_strasbourg\\_14\\_janvier\\_1964-fr-da626d78-1057-4fd8-9e07-90c842b89115.html](http://www.cvce.eu/obj/allocution_de_paul_henri_spaak_strasbourg_14_janvier_1964-fr-da626d78-1057-4fd8-9e07-90c842b89115.html)

**Date de dernière mise à jour:** 04/09/2012

## Allocution prononcée par M. Paul-Henri Spaak, Ministre des affaires étrangères de Belgique, devant l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe (Strasbourg, 14 janvier 1964)

(Extraits)

[...]

Je me permets encore une fois – et je voudrais dire une dernière fois – de mettre en garde ceux qui représentent ici des pays qui ne font pas partie de la Communauté européenne : il faut que l'on cesse, une fois pour toutes – et je suis sûr que le conseil que je me permets de donner est bon – de miser sur l'échec de la Communauté à Six.

[...]

Ceux qui ont fait le Traité de Rome, je ne cesserai de le répéter, ne pensaient pas que ce traité était essentiellement un terrain économique ; ils estimaient qu'il s'agissait d'une étape qui devait conduire à l'Europe politique, car on conçoit mal que six pays mettent ensemble de plus en plus leurs richesses, leurs possibilités, leurs capacités, intègrent et imbriquent de plus en plus leurs intérêts, sans qu'un jour ou l'autre une autorité politique doive coiffer cette organisation économique. Mais j'avoue que je ne me contente pas ou que je ne me contente plus de cette sorte de fatalisme historique et de dire que les choses doivent fatalement arriver.

[...]

Dans le plan Fouchet, il y avait trois points sur lesquels les ministres ne parvenaient pas à s'entendre : les rapports entre une Europe politiquement organisée et les Etats-Unis, les rapports entre cette Europe politique et la Communauté européenne née du Traité de Rome et – je voudrais me permettre de le dire parce que, dans tous les cas, c'est comme cela que, moi, je vois l'histoire – au-dessus de tout et avant tout les possibilités de faire évoluer les idées qui auraient pu être mises au point vers une conception plus complète et plus parfaite de l'Europe. Je reste persuadé que les trois questions se posent aujourd'hui.

[...]

Bien sûr, nous nous rendons compte que l'idéal européen qui, en ce qui me concerne, reste le mien, l'idéal d'une Europe vraiment unie, organisée et, pour employer le mot qu'on n'aime pas, d'une Europe intégrée, reste le seul idéal valable. Ce n'est pas pour dire que les pays européens vont devoir se fondre dans je ne sais quelle mixture au milieu de laquelle chacun d'entre eux perdrait ses responsabilités et sa personnalité, c'est pour dire une chose que je trouve d'un bon sens évident : qu'une grande organisation ne peut pas fonctionner s'il n'y a pas une certaine autorité.

Je n'ai jamais compris comment il est possible de proposer pour l'organisation européenne des méthodes et des organisations dont nous ne voudrions à aucun prix dans notre organisation nationale, car nous savons qu'une telle méthode entraînerait l'incapacité, l'inefficacité et l'impossibilité de fonctionner. Par conséquent, ma conviction profonde, intime, n'a pas changé : nous irons un jour à l'Europe vraiment organisée.

Je me rends compte cependant qu'à l'heure actuelle, c'est un idéal proprement impossible à atteindre. La question reste de savoir s'il y a un compromis possible entre ceux qui veulent l'Europe que désiraient les pionniers de l'idée européenne – qu'il s'agisse de Gasperi, de Jean Monnet, de Robert Schuman ou d'Adenauer – et ceux qui, au contraire, pensent que des liens infiniment plus lâches peuvent être suffisants pour constituer l'armature de l'Europe.

[...]

Il est probable que nous nous sommes trompés en pensant qu'on pouvait faire les Etats-Unis d'Europe comme on avait fait les Etats-Unis d'Amérique, qu'il suffisait de faire une constitution fédérale et de la présenter aux différents Etats d'Europe comme on en avait présenté une aux différents Etats d'Amérique du Nord, et qu'ainsi, par leur adhésion politique, on aurait créé un monde nouveau.

Nous avons été assez loin, je ne dis pas que nous avons été assez près, de réussir, mais je me souviens que dans cette salle même, devant moi, solennellement, un jour, j'ai remis au ministre des affaires étrangères de France la constitution fédérale que le Comité ad hoc de l'Assemblée européenne avait réussi à mettre sur pied. Cette pauvre constitution fédérale est tombée dans un puits et plus jamais personne n'en a entendu parler. Ce qui me permet de croire que nous avons des illusions, que nous étions trop avancés, que nous étions en dehors des réalités. Ces réalités seront peut-être celles de demain ; elles ne sont pas encore celles d'aujourd'hui.

Je ne crois donc plus qu'il soit possible de faire les Etats-Unis d'Europe comme on a fait les Etats-Unis d'Amérique. Cela signifie-t-il que nous devons renoncer à structurer l'Europe, à lui donner des institutions ? Certainement non. Est-ce que la sagesse ne serait pas maintenant d'essayer de profiter de notre propre expérience, d'abandonner les souvenirs historiques et de voir ce que nous avons réussi nous-mêmes en Europe ?

[...]

Dans le domaine politique, dans le domaine de la défense, dans le domaine culturel qui sont les trois domaines dont on parle, est-il impossible d'imaginer l'existence d'une organisation politique communautaire qui jouerait dans ces domaines-là, *mutatis mutandis*, le rôle que joue la Communauté européenne au sein du Marché commun ?

Ceci me paraît être un compromis important : il s'agit de renoncer, tout au moins provisoirement, à ce qui est supranational, à ce qui est organisation d'institutions vraiment valables et vraiment fortes ; il s'agit aussi de reconnaître un intérêt communautaire, non pas qui s'oppose aux intérêts nationaux, mais qui, dans l'idée d'une Europe unie, leur est complémentaire et peut s'y additionner. Je crois que la tentative mérite d'être tentée ou que, tout au moins, il y a lieu de réfléchir sérieusement à ce genre d'idées. Il est clair que s'il faut arriver à un compromis, il faut arriver à un compromis qui nous laisse une certaine espérance.

Depuis que les Nations Unies existent, je ne crois pas aux règles de l'unanimité dans les organisations internationales, je l'ai dit et répété des dizaines de fois. La règle de l'unanimité est une règle épuisante et qui conduit à l'inefficacité. Il n'est pas possible de croire que l'on puisse bâtir l'Europe sans une certaine autorité dans certains domaines, et de concevoir une Europe unie sans des institutions, sans une organisation. Je suis sûr qu'un jour cette organisation et cette institution existeront et qu'elles seront fortes et puissantes.

Voilà, M. le Président, Mesdames, Messieurs, quel est, selon moi, l'état de la question. Nous avons, je le crois, franchi une étape importante au sein de la Communauté ; malgré tout, la Communauté reste l'avant-garde et l'armée qui travaille pour l'idée européenne, et il est impossible, pour tous les autres pays, même ceux qui ne partagent pas l'idéal qui est le mien, de s'en désintéresser. La force de notre communauté est devenue trop grande, économiquement et commercialement elle joue un rôle trop important, tout ce qu'elle fait a sa répercussion dans la vie des autres pays européens et dans la vie des autres pays dans le monde ; c'est pourquoi, même dans une assemblée comme celle-ci, où se trouvent les engagés de l'O.T.A.N. et les neutres, je ne crois pas inutile et superflu de vous dire où nous en sommes dans la marche en avant vers l'Europe unie.

Ma conviction reste inébranlable : l'Europe unie se fera parce qu'elle est une nécessité et parce que l'Europe ne retrouvera sa force dans le monde, sa grandeur et ne pourra donner un plein rayonnement à son idéal que le jour où toutes les forces de l'Europe seront réunies.

[...]